



Toronto, le 2 avril 2019

L'honorable Doug Ford  
Premier ministre de l'Ontario  
Bureau 281 – Édifice de l'Assemblée législative  
Queen's Park  
Toronto, ON M7A 1A1

Monsieur le Premier Ministre,

**Objet : Changements proposés au système d'éducation de l'Ontario annoncé par la ministre de l'Éducation, Lisa Thompson**

ERO/RTO est une organisation à adhésion volontaire qui offre des protections santé et d'autres services importants principalement aux travailleurs retraités du secteur de l'éducation qui ont assumé divers postes de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année et au palier postsecondaire. Ceux-ci ont cumulé des millions d'heures d'expérience auprès des jeunes de notre système d'éducation.

Au nom de ses quelque 80 000 membres, ERO/RTO désire vous faire part de sa grande inquiétude concernant les changements proposés au système d'éducation de l'Ontario qui, à l'échelle internationale, est considéré comme l'un des meilleurs au monde. En effet, nos élèves obtiennent des résultats supérieurs à ceux de presque tous les autres pays aux tests du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), et l'Ontario a l'un des taux de diplomation postsecondaire parmi les plus élevés des pays de l'OCDE. Compte tenu de la grande expérience et de l'engagement de nos membres à améliorer la vie des enfants qui fréquentent le réseau public de l'éducation en Ontario et au Canada, les changements que vous proposez, s'ils sont adoptés, auront un impact négatif profond sur tous les élèves, et particulièrement sur les plus fragiles d'entre eux. Nous militons pour que les jeunes apprenants puissent profiter des meilleurs programmes qui soient et qu'ils puissent développer de bonnes relations avec le personnel enseignant. C'est pourquoi nous appuyons le soutien indéfectible de votre gouvernement aux équipes pédagogiques de la maternelle à plein temps et du primaire.

Nous sommes toutefois très préoccupés par les changements proposés au palier secondaire annoncés par la ministre de l'Éducation, Lisa Thompson.

Nous nous opposons notamment aux compressions proposées en matière de financement des Subventions pour les besoins des élèves dans les domaines suivants :

- les programmes spécialisés;
- le nombre moyen d'élèves par classe au secondaire qui passera de 22 à 28 élèves;
- l'exigence voulant que les élèves doivent suivre au moins un cours d'apprentissage en ligne par année.

Chacune de ces mesures aura une incidence négative sur tous les élèves, particulièrement ceux qui risquent de ne pas terminer leurs études. Si la ministre suggère que des classes plus grandes rendront les élèves « plus résilients », l'expérience ne démontre pas la validité de cette affirmation. Les élèves qui seront le plus affectés sont ceux qui n'ont pas d'aide à la maison, ceux qui éprouvent des difficultés sur le plan social ou physique, et ceux qui ont des besoins particuliers. La majorité sinon la totalité d'entre eux doivent pouvoir compter sur des mesures additionnelles de soutien pour réussir dans leurs études et dans la vie. La ligne est

mince entre avoir de la résilience et devoir composer avec des obstacles insurmontables, et nous sommes d'avis que les changements proposés vont plutôt dans ce sens.

L'exigence de quatre crédits obtenus par l'entremise de cours en ligne représente également un défi de taille pour un bon nombre d'élèves. L'apprentissage en ligne constitue déjà un enjeu important pour la plupart des élèves du secondaire, puisque les habitudes d'étude et la maturité jouent un rôle déterminant dans la réussite de ce type de cours. Le ministère de l'Éducation possède des données claires démontrant que les élèves qui ont besoin et méritent d'être soutenus dans leur apprentissage ne parviennent manifestement pas à suivre et à réussir les cours d'apprentissage en ligne.

Les mesures proposées donneront assurément lieu à une augmentation du nombre d'élèves qui échouent à leurs cours. L'incapacité d'obtenir les crédits requis est l'un des indicateurs les plus sûrs d'échec des élèves. L'abandon des études a de lourdes conséquences négatives sur l'individu, la province et notre pays. Les réductions ayant des répercussions négatives sur l'éducation, et qui entraînent une baisse du taux de diplomation, ne sont ni économiquement viables ni acceptables sur le plan éthique. Les membres de notre organisation sont d'avis que vos propositions nuiront à la bonne réputation de l'Ontario en matière de résultats scolaires. Nous croyons que l'amélioration et les changements devraient reposer sur la planification, une mise en œuvre réfléchie et une consultation véritable avec toutes les parties.

Nous vous demandons de mener des consultations afin de pouvoir proposer des changements mieux équilibrés qui ne causeront pas de préjudices aux élèves de l'Ontario. Nous devons améliorer la situation de notre population et faire en sorte que les meilleures possibilités s'offrent à nos élèves afin qu'ils soient en mesure de poursuivre leurs études, de devenir des membres productifs de notre société, et qu'ils puissent contribuer à la vie de notre province.

Nous appuyons les changements résultant d'une bonne planification qui reposent sur la recherche et des données solides. Si les mesures annoncées par votre ministre de l'Éducation peuvent, à court terme, sembler permettre au gouvernement de réaliser des économies importantes, elles hypothèquent l'avenir d'un grand nombre d'élèves. À plus long terme, elles réduiront la productivité, nécessiteront des mesures correctives, augmenteront les coûts associés aux services sociaux ainsi qu'à la santé mentale et physique.

Monsieur le Premier ministre, nous demandons respectueusement à vous rencontrer le plus tôt possible, afin que notre longue expérience et notre grande expertise puissent être mises à contribution par votre gouvernement au moment d'élaborer des stratégies de changements qui soient financièrement responsables tout en restant centrées sur le fait que les diplômés de l'Ontario figurent parmi les meilleurs au monde. Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de notre haute considération.

La présidente du Conseil d'administration,

Le directeur général,



Martha Foster



Jim Grieve

c. c. Lisa Thompson, ministre de l'Éducation, Parti progressif-conservateur de l'Ontario  
Andrea Horwath, chef de l'opposition officielle, Nouveau Parti démocratique de l'Ontario  
John Fraser, chef intérimaire du Parti libéral de l'Ontario  
Mike Schreiner, chef du Parti vert de l'Ontario